

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 24 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMICTOM Centre Ouest

5 ter rue de Gael
BP 18
35290 Saint-Méen-Le-Grand

Références : UD35/2026-127
Code AIOT : 0005515509

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest implanté 6353, rue des fontenelles 35360 Montauban-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM Centre Ouest
- 6353, rue des fontenelles 35360 Montauban-de-Bretagne
- Code AIOT : 0005515509
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SMICTOM Centre Ouest exploite sur la commune de Montauban de Bretagne une installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par leur producteur initial.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Surveillance des rejets d'eaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	9 mois
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Respect des volumes autorisés	Lettre du 05/04/2013	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier
4	Stockage rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
5	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	/
9	Rétention des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate une gestion globalement correcte de l'installation à l'exception d'une non-conformité sur la surveillance des émissions sonores qui conduit l'Inspection à proposer une mise en demeure.

L'exploitant ayant déposé, le 20/02/2025, un dossier d'enregistrement déclaré complet et régulier et dont l'instruction est en cours pour son activité de broyage de déchets verts au titre de la rubrique 2794, l'Inspection propose par ailleurs que la mise en demeure du 18/10/2024 soit levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des volumes autorisés

Référence réglementaire : Lettre du 05/04/2013
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2025
Prescription contrôlée : <p>Bénéfice de l'antériorité acté pour les rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2710-1a (collecte déchets dangereux) A : 7,967 t [1 local DDS et 1 local D3E]- 2710-2a (collecte DND) E : 1246,05 m³ [7 bennes de 30-35m³ + 1 benne gravats de 15m³ +plateforme DV de 600m² max]
Constats : <p>A l'issue de l'inspection du 6 juin 2024, l'exploitant a été mis en demeure le 18 octobre 2024 de régulariser son activité de broyage de déchets verts réalisée sur le site en déposant un dossier d'enregistrement au titre de la rubrique 2794. Le dossier a été déposé le 20 février 2025, a été déclaré complet et régulier le 22/04/25 et est en cours d'instruction.</p> <p>L'Inspection a pu vérifier lors du contrôle que les dispositions relatives au stockage de déchets verts présentées dans le dossier d'enregistrement sont bien respectées (et en particulier les hypothèses prises en compte dans le calcul des flux thermiques via Flumilog) :</p> <ul style="list-style-type: none">• présence d'un mur coupe-feu 2H en périphérie de la plate-forme de déchets verts : un mur en blocs béton REI120 de 3m de haut est présent sur les faces Ouest, Nord et une partie de la face Est de la plate-forme de déchets verts conformément aux plans présentés dans la modélisation Flumilog.• hauteur maximale des déchets verts de 2,5m sur la plate-forme : l'exploitant confirme que la consigne donnée aux agents de la déchetterie est de ne pas dépasser le repère pris sur 3 blocs en hauteur qui totalisent 2,4m de haut.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41											
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit											
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024											
Prescription contrôlée : <p>Valeurs limites de bruit.</p> <p>I. Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1"><thead><tr><th>NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)</th><th>EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr></thead><tbody><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></tbody></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. (...)</p> <p>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>			NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
Constats : <p>Lors de l'inspection du 6 juin 2024, l'Inspection avait constaté que les mesures des émissions sonores étaient réalisées en dehors des périodes de broyage de déchets verts. Il avait été demandé à l'exploitant de réaliser la mesure prévue fin 2024 lors de l'opération de broyage des déchets verts.</p> <p>La mesure a été réalisée le 26/09/2024, alors que le broyage de déchets verts était en cours, et le rapport de mesure, joint notamment en annexe du dossier d'enregistrement évoqué au point précédent, relève un dépassement des VLE en limite Sud Ouest du site (mesure de 73dBA au lieu de 70) mais sans dépassement dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir engagé d'action corrective suite à ce dépassement, notamment en raison du déménagement de la déchetterie sur un autre emplacement prévu à moyen terme.</p>											
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'exploitant doit sous un délai de 6 mois mettre en œuvre les actions nécessaires pour respecter les valeurs limites d'émissions sonores applicables à son installation.</p>											
Type de suites proposées : Avec suites											
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription											
Proposition de délais : 6 mois											

N° 3 : Surveillance des rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 12/07/2024
Prescription contrôlée : <p>Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection les résultats de contrôle réalisés le 19/12/2024 et le 16/12/205 sur les rejets eaux pluviales.</p> <p>Les rapports établis à la suite de ces contrôles se basent sur les valeurs limites fixées par l'arrêté du 26/03/12 relatif à l'activité de collecte des déchets non dangereux (rubrique 2710 régime enregistrement) et pour un rejet en station de traitement alors que le rejet se fait dans un bassin pluvial communal (assimilable à un rejet en milieu naturel).</p> <p>De plus, ces rapports ne tiennent pas compte des valeurs limites plus restrictives pour les paramètres MES et DCO imposées par l'arrêté du 06/06/18 relatif à l'activité de broyage des déchets verts (rubrique 2794, régime enregistrement) alors que les eaux pluviales de l'ensemble de la déchetterie sont rejetées au même endroit.</p> <p>Tenant compte de ces valeurs limites , des dépassements sont constatés en 2024 pour les paramètres :</p> <ul style="list-style-type: none">- MES : 310 mg/l au lieu de 35 mg/l- DCO : 229 mg/l au lieu de 125mg/l <p>L'Inspection constate néanmoins que les rejets pour 2025 sont conformes aux valeurs limites applicables qui sont rappelées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH 5,5 à 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;- température < 30 °C ;- matières en suspension : 35 mg/l ;- DCO : 125 mg/l ;- DBO5 : 100 mg/l.- indice phénols : 0,3 mg/l ;- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;- AOX : 5 mg/l ;- arsenic : 0,1 mg/l ;- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;- métaux totaux : 15 mg/l. <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> Dès le prochain contrôle des rejets aqueux prévu avant la fin de l'année 2026, l'exploitant doit tenir compte des valeurs limites de rejet en milieu naturel fixées par l'arrêté du 06/06/2018 (rubrique 2794) et l'arrêté du 26/03/2012 (rubrique 2710) pour établir la conformité des rejets de la déchetterie (les normes les plus sévères s'appliquent).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Stockage rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. (...)</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 6 juin 2024, il avait été constaté que le local de stockage des déchets dangereux n'était pas sur rétention, mais les déchets stockés en bacs étanches.</p> <p>L'Inspection constate que le stockage des déchets dangereux est désormais réalisé dans un conteneur sur rétention dont l'accès n'est autorisé qu'aux agents de la déchetterie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 12/07/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition ;- le nom et l'adresse du destinataire ;- la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;- l'identité du transporteur ;- le numéro d'immatriculation du véhicule ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.
Constats : <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection un registre des déchets qui indique pour chaque sortie de déchet : le code déchet sortant, la quantité de déchets sortant, le nom du transporteur, le n° du bon ou BSD et le n° d'immatriculation du transport.</p> <p>Le nom, l'adresse du destinataire et la qualification/code de traitement final des déchets sont précisés dans une liste annexée à ce registre pour chacun des codes déchets.</p> <p>Pour les déchets dangereux, ces informations sont également disponibles par extraction de la base Trackdéchets.</p> <p>L'inspection a par ailleurs noté qu'un numéro SIRET propre à la déchetterie de Montauban de Bretagne a été défini en 2025, élément indispensable pour accéder aux extractions Trackdéchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. [...] Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »
Constats : Le PDI en date du 07/10/25 a été transmis à l'Inspection. Il contient tous les éléments attendus et est disponible à l'entrée de la déchetterie au niveau du local des agents, accompagné de l'état des stocks des déchets dangereux stockés et d'un plan des stockages.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir programmé la réalisation d'un exercice incendie en 2026 sur les créneaux de fermeture de la déchetterie et avec la participation du SDIS35.</p> <p>L'Inspection rappelle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exercice incendie doit être réalisé tous les 3 ans minimum et ne nécessite pas spécifiquement la présence du SDIS. • un compte-rendu doit être réalisé à l'issue de l'exercice et identifier les actions d'amélioration éventuellement nécessaires. <p>Par ailleurs, il conviendra également de réaliser à l'avenir cet exercice un jour où la déchetterie est ouverte pour mettre en pratique les dispositions définies dans le PDI pour l'évacuation des usagers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, transmettre à l'Inspection le compte-rendu de l'exercice incendie mené pour tester les dispositions du plan de défense incendie, accompagné d'un plan d'actions établi à partir des points forts et axes de progrès identifiés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, D3E
Prescription contrôlée : Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaisant à l'obligation mentionnée au deuxième alinéa de cet article.
Constats : Les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) susceptibles de contenir des batteries au lithium ne sont pas séparés des autres D3E ; notamment des ordinateurs portables dotés de leur batterie sont stockés dans des caisses grillagées avec des écrans cathodiques informatiques. L'exploitant signale que ce stockage est conforme aux consignes de l'éco-organisme qui demande à regrouper tous les équipements disposant d'un écran dans le même contenant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour respecter, sous 3 mois, l'obligation de séparer les D3E susceptibles de contenir des batteries des autres D3E.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Constats : Le confinement des eaux en cas d'incendie est assuré par la mise en place d'un tampon sur la sortie du réseau des eaux pluviales du site. Une consigne décrivant les modalités de mise en œuvre de ce dispositif est présente dans le PDI. Un test de confinement des eaux a été réalisé lors de l'inspection et a permis de vérifier que l'agent de la déchetterie dispose des outils pour accéder au regard et du tampon pour obturer l'évacuation des eaux. En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont confinées sur site par montée en charge dans le réseau pluvial et sur la voirie en point bas de la déchetterie.
Type de suites proposées : Sans suite